

L'hon. M. ROBB: Les deux. J'espère que mon honorable ami ne s'oppose pas à ce que nous vendions des machines agricoles en France.

M. IRVINE: Je pose la question parce que je doute de ce marché.

L'hon. M. ROBB: Il est des hommes d'affaires canadiens qui ont une opinion différente de celle de mon honorable ami.

M. GARLAND (Bow-River): Le Gouvernement sera-t-il aidé par l'association des manufacturiers?

L'hon. M. ROBB: Nous espérons qu'elle fera sa part des frais. Nous prenons des arrangements pour avoir un train et un édifice convenable pour l'exposition des produits. Nous pourrions peut-être aussi faire des arrangements pour avoir là-bas une exposition permanente et ceux qui s'y intéressent peuvent faire leur part en envoyant des produits.

M. IRVINE: Il me semble étrange que nous établissions un tarif sur les marchandises françaises et que la France en ait un contre nous afin d'empêcher le commerce, puis que nous nous décidions à dépenser \$50,000 pour augmenter le commerce.

L'hon. M. ROBB: Le gouvernement actuel ne désire pas exclure le commerce ou le décourager.

M. SHAW: Le ministre étudie-t-il un arrangement mutuel avec la France tendant à une réduction du tarif? Le montant de ce crédit serait peut-être mieux dépensé de cette manière?

L'hon. M. ROBB: Si mon honorable ami veut prendre patience, il est possible que nous puissions un jour le renseigner.

L'hon. M. GUTHRIE: J'ai compris que la France importait peu de produits agricoles, de fait, on m'a même dit que la loi française défendait leur importation. On me dit aussi que la France produit actuellement toutes les denrées agricoles dont elle a besoin. Cependant, j'ai compris qu'il y avait moyen de faire des affaires avec les produits manufacturés, et c'est probablement plutôt dans ce but que se fait l'exposition. Je ne m'oppose pas au vote, mais je suis curieux de savoir comment on s'est décidé pour ce montant de \$50,000, si les exposants devront payer tant et si le Gouvernement payerait le reste, et aussi si on doit exposer des produits agricoles en même temps que des produits de nos manufacturiers.

L'hon. M. ROBB: Comme je l'ai déjà dit, on a décidé du montant par un simple

estimé. Nous nous proposons d'avoir une exposition de nos produits agricoles et minéraux et de nos articles manufacturés; en un mot, de tout ce que le Canada produit et que nous croyons susceptible d'être vendu en France. Mes honorables amis ne doivent pas oublier que la France est un des grands pays d'excursion du monde et par conséquent les produits canadiens seront vus par des autres nations.

(Le crédit est adopté.)

Rapport est fait sur l'état de la question.

TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. MACKENZIE KING propose de lever la séance.

L'hon. M. GUTHRIE: Puis-je demander à mon honorable ami s'il a songé aux séances du samedi? Plusieurs députés des deux côtés de la Chambre ont discuté la chose ces jours derniers, et, personnellement, je crois que le moment est venu d'en causer. Je voudrais savoir aussi quel sera le programme de lundi.

L'hon. MACKENZIE KING: Les remarques de mon honorable ami me font supposer qu'il espère que le Gouvernement fera tout son possible pour expédier la besogne afin de terminer la session dans le plus court délai. Le Gouvernement en tient certainement compte. La semaine prochaine la Chambre ne siégera ni le mercredi ni le jeudi. Il y a deux ou trois jours, un député a suggéré d'inaugurer les séances du samedi, mais les opinions semblaient très partagées à ce moment-là, et on ne paraissait pas d'avis de siéger samedi prochain. Le Gouvernement sera très heureux d'avoir une séance le samedi si l'idée est approuvée par la Chambre.

L'hon. M. GUTHRIE: La Chambre ne siégera-t-elle pas vendredi prochain?

L'hon. MACKENZIE KING: Oui, et si d'ici à mardi on semble désirer une séance le samedi, je suis sûr que le Gouvernement sera très heureux de se rendre au désir des députés. Après le mercredi qui suivra, nous reprendrons les séances du soir. Si les députés se déclarent en faveur des séances du samedi, nous serons très heureux d'en considérer l'opportunité.

M. HANSON: J'espère que le Gouvernement ne convoquera pas une séance pour samedi prochain. Après cette date, je n'aurai aucune objection.

L'hon. MACKENZIE KING: Nous serons tout prêts à siéger samedi prochain, si on s'entend pour le faire.